

Unité Interdépartementale 39/71
Antenne de Mâcon
37 boulevard Henri Dunant
CS 80 140
71 040 Mâcon Cedex 9

Le, 17 janvier 2024

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 21/12/2023

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

Communauté de Communes Le Grand Charolais

32 rue Louis Desrichard
71 600 Paray-le-Monial

Références : PC/NM/2024/M_9
Code AIOT : 0005425539

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 21/12/2023 dans l'établissement Communauté de Communes Le Grand Charolais implanté Zone des Peupliers 71 160 Digoin. L'inspection a été annoncée le 03/05/2023. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

La visite d'inspection s'inscrit dans le cadre de la procédure de cessation d'activité de l'ancienne déchèterie, et plus particulièrement dans le cadre de sa remise en état au titre des ICPE. Elle fait également suite à la visite d'inspection de l'été 2018 relative à la mise en sécurité.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- Co de Co Le Grand Charolais
- Zone des Peupliers 71 160 Digoin
- Code AIOT : 0005425539
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La déchetterie a été exploitée de 2010 à 2018 par la Communauté de Communes Le Grand Charolais.

Le 25 mars 2013, l'exploitant a procédé à la déclaration d'antériorité (application de l'article L. 513-1 du code de l'environnement pour l'exploitation de deux activités ICPE :

- rubrique 2710-1a : autorisation pour 7 tonnes de déchets dangereux,
- rubrique 2710-2b : enregistrement pour 300 m³ de déchets non dangereux.

Le site relève donc du régime de l'enregistrement.

La cessation d'activité a été notifiée le 26 avril 2018 et les activités arrêtées le 2 mai 2018.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- remise en état

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;

- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes sont susceptibles de faire l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
4	Remise en état	Code de l'environnement du 20/07/2014, article R. 512-46-27	Sans objet

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Dossier de cessation d'activités	Code de l'environnement du 11/07/2011, article 512-46-25	Sans objet
2	Déchets et Produits – Stockage et quantités	Code de l'environnement du 11/07/2011, article 512-46-25	Sans objet
3	Usage futur	Code de l'environnement du 13/04/2010, article R. 512-46-26	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

La visite d'inspection du 21/12/2023 a permis de constater que l'enrobé n'était pas intègre, et présentait des taches d'huiles noirâtres, des taches de rouille et des irisations. En conséquence, il est demandé à l'exploitant de procéder à un diagnostic de sol et à sa dépollution, le cas échéant, notamment :

- en procédant à un sondage des sols au droit des taches observées au niveau des anciens stockages d'huiles usagées, sous la plate-forme en enrobé. Ce sondage peut être réalisé à la tarière, à la pelle, ou avec tout autre dispositif adapté. L'enrobé impacté sera évacué dans une filière appropriée. Le justificatif de cette gestion sera transmis à l'inspection des installations classées.

- dans le cas où ce sondage révélerait une pollution (indices organoleptique ou visuel) :

* si la pollution est de faible ampleur (quelques dizaines de m³), elle pourra faire l'objet de mesure de gestion simple : les sols impactés seront caractérisés, excavés et évacués dans une filière appropriée. Le justificatif de cette gestion sera transmis à l'inspection des installations classées. Un échantillon composite des matériaux laissés en fond de fouille sera effectué par maille de 2 m² et analysé sur les paramètres HCT C10-C40 et métaux.

* si la pollution est importante (plus de quelques dizaines de m³), un plan de gestion devra être établi, conformément à la méthodologie nationale de gestion des sites et sols pollués de 2017. Celui-ci comportera un diagnostic, un schéma conceptuel, un bilan coûts-avantages et les propositions de remise en état.

- dans le cas où ce sondage ne révélerait a priori pas de pollution (indices organoleptique ou visuel), cette conclusion sera confirmée par un échantillon composite des matériaux, prélevé sur l'épaisseur 5-15 cm sous la surface, et analysé sur les paramètres HCT C10-C40 et métaux.

Dans le cas où une pollution serait détectée via cet échantillonnage, les sols impactés seront caractérisés plus finement, et feront l'objet de mesure de gestion simple ou d'un plan de gestion, tel que précisé ci-dessus.

Les conclusions de ces investigations et de ces dépollutions seront transmises à l'inspection au plus tard fin avril 2024. Dans le cas où l'exploitant souhaiterait mettre en œuvre ce diagnostic selon une méthodologie alternative, il la communique à l'inspection dans les 15 jours.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Dossier de cessation d'activités

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 11/07/2011, article 512-46-25
Thème(s) : Risques chroniques, cessation d'activité
Prescription contrôlée : I. — Lorsqu'une installation classée soumise à enregistrement est mise à l'arrêt définitif, l'exploitant notifie au préfet la date de cet arrêt trois mois au moins avant celui-ci. Il est donné récépissé sans frais de cette notification.
Constats : CONFORME Le 26 avril 2018 l'exploitant a notifié au préfet l'arrêt définitif des activités. L'arrêt définitif des activités a été effectif au 02/05/2018.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Déchets et Produits – Stockage et quantités

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 11/07/2011, article 512-46-25
Thème(s) : Risques chroniques, mise en sécurité
Prescription contrôlée : II. La notification prévue au I indique les mesures prises ou prévues pour assurer, dès l'arrêt de l'exploitation, la mise en sécurité du site. Ces mesures comportent notamment : 1° L'évacuation des produits dangereux et, pour les installations autres que les installations de stockage de déchets, la gestion des déchets présents sur le site ; 3° La suppression des risques d'incendie et d'explosion
Constats : CONFORME Le 26 juillet 2018, une visite d'inspection relative à la mise en sécurité a été réalisée. Elle a permis de constater que toutes les bennes de collecte de déchets avaient été évacuées mais qu'il demeurerait cependant à évacuer : des pneus de tracteurs, un conteneur à verre, quelques bouteilles de gaz et une quantité non négligeable d'huiles usagées stockées de manière non satisfaisante (soumises aux eaux météoriques, contenants vétustes et endommagés). Par courrier du 4 décembre 2018, la Communauté de Communes Le Grand Charolais indiquait à l'inspection que le site avait été nettoyé et les bennes et différents contenants évacués par l'ancien prestataire. Il était également indiqué que les anciens contenants d'huiles usagées avait été évacués et traités. Le 23 novembre 2023, la Communauté de Communes Le Grand Charolais a transmis la facture de l'intervention du 16 octobre 2018 pour le retrait de la borne à huile minérale comprenant les prestations de : <ul style="list-style-type: none">- déplacement de 3 véhicules et intervention,- traitement des effluents liquides,- transport vers l'unité de traitement spécialisé. La visite d'inspection du 21 décembre 2023 a permis de constater que les déchets et contenants ont bien été évacués.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 3 : Usage futur

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 13/04/2010, article R. 512-46-26
Thème(s) : Risques chroniques, usage futur
Prescription contrôlée : I. – Lorsqu'une installation classée soumise à enregistrement est mise à l'arrêt définitif, que des terrains susceptibles d'être affectés à nouvel usage sont libérés et que l'état dans lequel doit être remis le site n'est pas déterminé par l'arrêté d'enregistrement, le ou les types d'usage à considérer sont déterminés conformément aux dispositions du présent article.

<p>II. – Au moment de la notification prévue au I de l'article R. 512-46-25, l'exploitant transmet au maire ou au président de l'établissement public de coopération intercommunale compétent en matière d'urbanisme et au propriétaire du terrain d'assiette de l'installation les plans du site et les études et rapports communiqués à l'administration sur la situation environnementale et sur les usages successifs du site ainsi que ses propositions sur le type d'usage futur du site qu'il envisage de considérer. Il transmet dans le même temps au préfet une copie de ses propositions.</p>
<p>Constats :</p> <p>Lors de la visite d'inspection du 26/07/2018 il avait été demandé à l'exploitant de procéder à la détermination de l'usage futur du site telle que définie par le code de l'environnement.</p> <p>Le 04/12/2018 un courrier de l'exploitant indique que l'usage futur industriel proposé au propriétaire (qui est également la commune) est retenu. En complément, la délibération 2019-034 du conseil communautaire de la Communauté de Communes Le Grand Charolais relative à la restitution de l'ancienne déchetterie située zone des peupliers à la commune de Digoïn est adoptée le 08/04/2019.</p> <p>La visite d'inspection du 21 décembre 2023, réalisée en présence de représentants de la Communauté de Communes Le Grand Charolais et de la mairie de Digoïn, a permis de constater que l'usage prévu est bien un usage industriel.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 4 : Remise en état

<p>Référence réglementaire : Code de l'environnement du 20/07/2014, article R. 512-46-27</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, Réhabilitation</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>I. – Lorsqu'une installation classée soumise à enregistrement est mise à l'arrêt définitif, que l'arrêt libère des terrains susceptibles d'être affectés à nouvel usage et que le ou les types d'usage futur sont déterminés, après application, le cas échéant, des dispositions de l'article R. 512-46-26, l'exploitant transmet au préfet dans un délai fixé par ce dernier un mémoire précisant les mesures prises ou prévues pour assurer la protection des intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 compte tenu du ou des types d'usage prévus pour le site de l'installation. Les mesures comportent notamment :</p> <p>1° Les mesures de maîtrise des risques liés aux sols éventuellement nécessaires.</p> <p>2° Les mesures de maîtrise des risques liés aux eaux souterraines ou superficielles éventuellement polluées, selon leur usage actuel ou celui défini dans les documents de planification en vigueur.</p> <p>3° En cas de besoin, la surveillance à exercer.</p> <p>4° Les limitations ou interdictions concernant l'aménagement ou l'utilisation du sol ou du sous-sol, accompagnées, le cas échéant, des dispositions proposées par l'exploitant pour mettre en œuvre des servitudes ou des restrictions d'usage.</p> <p>II. – Au vu notamment du mémoire de réhabilitation, le préfet détermine, s'il y a lieu, par arrêté pris dans les formes prévues à l'article R. 512-46-22 les travaux et les mesures de surveillance nécessaires. Ces prescriptions sont fixées compte tenu de l'usage retenu en tenant compte de l'efficacité des techniques de réhabilitation dans des conditions économiquement acceptables ainsi que du bilan des coûts et des avantages de la réhabilitation au regard des usages considérés.</p>

III. – Lorsque les travaux prévus dans le mémoire ou prescrits par le préfet sont réalisés, l'exploitant en informe le préfet.

L'inspecteur de l'environnement disposant des attributions mentionnées au 2° du II de l'article L. 172-1 constate par procès-verbal la réalisation des travaux. Il transmet le procès-verbal au préfet qui en adresse un exemplaire à l'exploitant ainsi qu'au maire ou au président de l'établissement public de coopération intercommunale compétent en matière d'urbanisme et au propriétaire du terrain.

Constats :

NON CONFORME

Lors de la visite d'inspection du 26/07/2018 il avait été demandé à l'exploitant de procéder à un diagnostic de sol, notamment au droit des anciens stockages d'huiles usagées.

Cependant, l'exploitant (Communauté de Communes Le Grand Charolais) et le propriétaire (mairie de Digoin) n'avaient pas jugés utiles de procéder à ce diagnostic de sol, considérant que les activités ayant été exercées au droit de la plate-forme en enrobé, il n'y avait pas lieu qu'elles aient impacté le sol.

NC1: La visite d'inspection du 21/12/2023 a permis de constater que l'enrobé n'était pas intègre, et présentait des taches d'huiles noirâtres, des taches de rouille et des irisations. En conséquence, il est demandé à l'exploitant de procéder à un diagnostic de sol et à sa dépollution, le cas échéant, notamment :

- en procédant à un sondage des sols au droit des taches observées au niveau des anciens stockages d'huiles usagées, sous la plate-forme en enrobé. Ce sondage peut être réalisé à la tarière, à la pelle, ou avec tout autre dispositif adapté. L'enrobé impacté sera évacué dans une filière appropriée. Le justificatif de cette gestion sera transmis à l'inspection des installations classées.

- dans le cas où ce sondage révélerait une pollution (indices organoleptique ou visuel):

- * si la pollution est de faible ampleur (quelques dizaines de m³), elle pourra faire l'objet de mesure de gestion simple: les sols impactés seront caractérisés, excavés et évacués dans une filière appropriée. Le justificatif de cette gestion sera transmis à l'inspection des installations classées. Un échantillon composite des matériaux laissés en fond de fouille sera effectué par maille de 2 m² et analysé sur les paramètres HCT C10-C40 et métaux.

- * si la pollution est importante (plus de quelques dizaines de m³), un plan de gestion devra être établi, conformément à la méthodologie nationale de gestion des sites et sols pollués de 2017. Celui-ci comportera un diagnostic, un schéma conceptuel, un bilan coûts-avantages et les propositions de remise en état.

- dans le cas où ce sondage ne révélerait a priori pas de pollution (indices organoleptique ou visuel), cette conclusion sera confirmée par un échantillon composite des matériaux, prélevé sur l'épaisseur 5-15 cm sous la surface, et analysé sur les paramètres HCT C10-C40 et métaux.

Dans le cas où une pollution serait détectée via cet échantillonnage, les sols impactés seront caractérisés plus finement, et feront l'objet de mesure de gestion simple ou d'un plan de gestion, tel que précisé ci-dessus.

Les conclusions de ces investigations et de ces dépollutions seront transmises à l'inspection au plus tard fin avril 2024. Dans le cas où l'exploitant souhaiterait mettre en œuvre ce diagnostic selon une méthodologie alternative, il la communiquera à l'inspection dans les 15 jours.

Type de suites proposées : Susceptible de suites